



le quotidien

rouge

journal d'action communiste

MARDI 20 MAI 1974
NUMERO 21 - 1 franc
DIRECTEUR : Daniel Bensaid

NI SEPT ANS, NI CINQ ANS!

ELU PAR QUI ?

Giscard n'est pas l'élu des travailleurs qui ont voté aux trois-quarts pour Mitterrand. Il n'est pas l'élu des moins de 35 ans qui ont voté aux deux-tiers pour Mitterrand. Il n'est pas l'élu des immigrés, des trois millions d'immigrés qui ne votent pas.

Et si le programme de Provins avait été appliqué, si le droit de vote avait été ramené à 19 ans, Mitterrand serait aujourd'hui président.

Président de tous les Français, Giscard ?
Il est le président de la finance et de la réaction. Pas celui des travailleurs.

Il est le président des anciens OAS, des apprentis fascistes et des aspirants Pinochet. Pas celui de la jeunesse.

Il est le président de Stone et Charden, de toute une poussière d'humanité craintive. Pas le nôtre.

Faut-il le répéter ?
Il le faut. Il faut que tous comprennent bien cette vérité fondamentale : Giscard est l'élu de ceux qui ne supportent pas les conséquences, qui ne feront pas les frais de sa politique.

C'est un président bourgeois, réactionnaire, de droite, sans dissimulation possible.

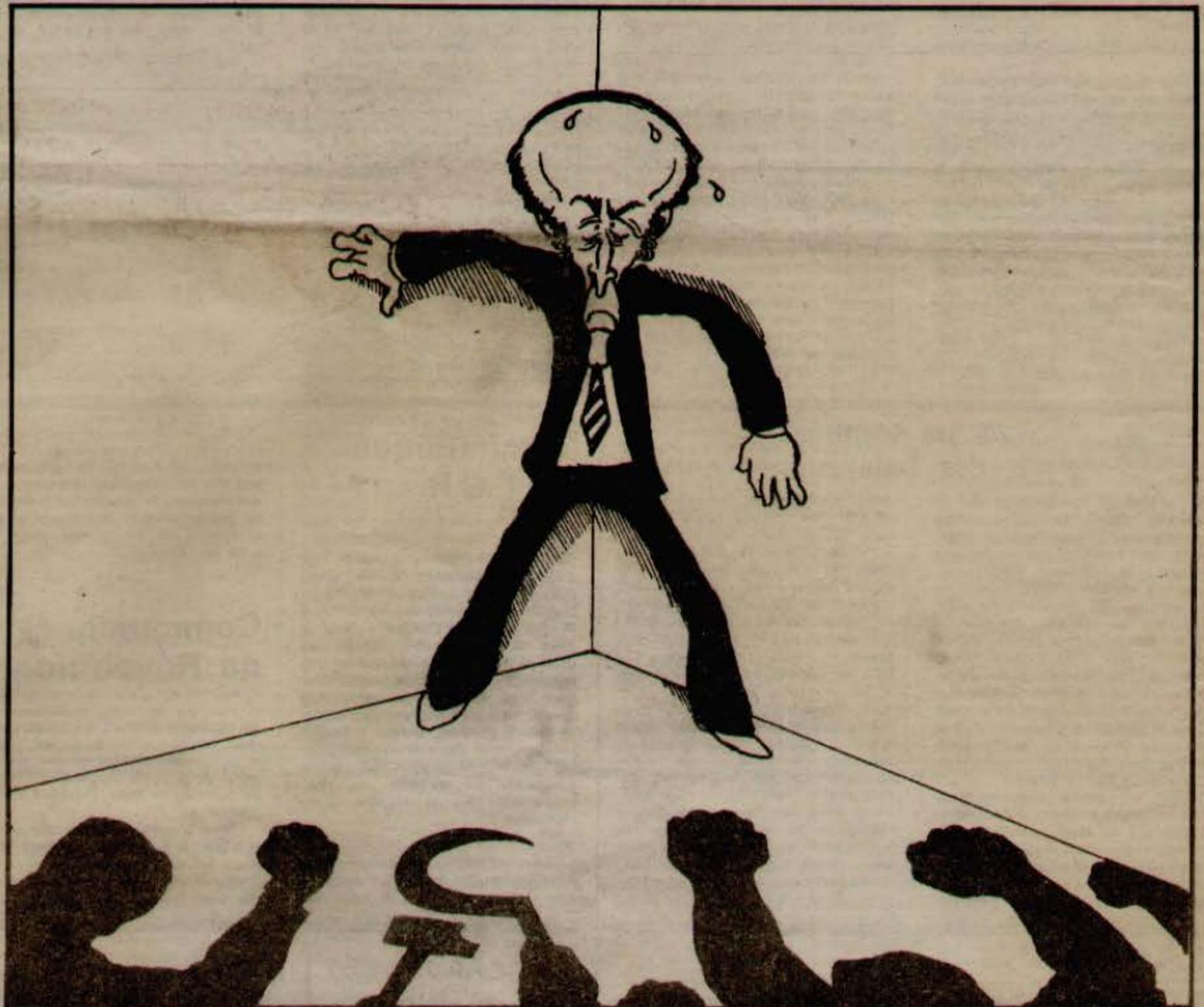
Mais répéter cela, rappeler qu'il est l'élu d'une minorité, le traiter en usurpateur, c'est nous dira-t-on refuser le candidat du suffrage universel...

Nous avons toujours dénoncé la machinerie électorale de la bourgeoisie. Nous avons refusé de peser à la même balance, de mesurer à la même toise les dix millions de grévistes de 68 et les cortèges tricolores de Versaillais déambulant aux Champs-Élysées débordant de trouille et de haine enfin libérées. Producteurs et profiteurs ne jouent pas le même rôle, n'ont pas la même importance, même si les seconds ont les moyens d'entretenir une clientèle électorale.

Il n'est pas supportable que des millions de travailleurs se résignent à supporter l'austérité, le chômage l'inflation, et le reste, pour une poignée de bulletins. Ni sept ans, ni cinq ans. Du 19 mai, ils ne doivent retenir que la mesure prise de leur force et de leurs espérances.

Avec au cœur une ferme résolution : Giscard ne régnera pas.

Ecrasé chez les travailleurs, battu par les moins de 35 ans, ignoré par les moins de 21 ans et par trois millions d'immigrés, Giscard est l'élu d'une minorité. Il ne régnera pas.



(P. 8) ARMÉE :

LE 101^{ème} SOLDAT TEMOIGNE

LECTEURS

Aujourd'hui, c'est le dernier numéro (provisoirement ?) du « Quotidien Rouge ».

A partir de cette semaine, « Rouge » hebdomadaire reparaît.

Il sera présent dans tous les kiosques et dans les villes à partir de samedi.

c'est

« L'Aurore »... qui le dit

Sous la signature de Roland Faure, l'Aurore d'hier matin publie un article d'analyse du scrutin :

« Valéry Giscard d'Estaing a donc créé un vaste mouvement en sa faveur dans un électoralat hésitant et habituellement figé dans l'abstention, c'est à dire généralement favorable au maintien du statu-quo politique et social. Ce marais stagnant a bougé, comme il ne l'avait jamais fait pour s'opposer à une aventure. Aussi a-t-on vu un nombre exceptionnel de malades, de vieillards, d'infirmités... et d'indifférents endurcis se porter aux urnes : dans la seule ville de Dieppe, cinq centaines ont été recensés hier dans les bureaux de vote ».



Pour 370.000 voix d'écart, voici donc Giscard élu président du marais stagnant et des indifférents endurcis. Insister sur ce point, ce n'est pas faire du « racisme social », comme le prétendait Peyrefitte à la télé dimanche, c'est seulement constater que par le jeu des urnes, la France passive et rancie contre les travailleurs, celle du passé contre la jeunesse.

NI CINQ ANS NI SEPT ANS...

« Tâche difficile pour Giscard d'Estaing » titre le Figaro du 20 mai, dont l'éditorial précise — comme si nous ne le savions pas — que « c'est un soulagement de voir, de peu il est vrai, le suffrage universel refuser l'expérience de la coalition socialo-communiste ». Même inquiétude à l'Aurore, qui juge que « le nouveau chef de l'Etat n'aura pas la partie belle ». Quant à Sanguinetti, il estime que « nous (!?) connaissons certainement de grandes difficultés ».

Eh bien, pour une fois, nous sommes d'accord avec ce beau monde. Giscard est élu, mais il ne gouvernera pas. Et nous serons de ceux bien décidés à le lui faire sentir.

Contrairement à la présentation qu'en a faite une certaine presse, cette élection n'était pas un simple match sportif. Il n'y a pas pour nous un gagnant et un perdant, qui, fair play, doit admettre qu'il fera mieux la prochaine fois. Giscard est le Président de la trouille, des nantis, et des parasites. Cette fameuse coupure de la France en deux, qui inquiète tant les politologues distingués, ne relève pas, comme feint de le croire Sanguinetti, d'un « monde manichéen d'où il va

falloir nous échapper ». C'est la division entre la jeunesse et ceux qui produisent les richesses d'une part, les possédants et les parvenus d'autre part. Cette division, Giscard n'y échappera pas, pas plus que n'y aurait échappé De Gaulle et son rêve de la participation. Il aura beau, comme le préconise l'Aurore, « user de tous les moyens de son autorité et de son art » (un art parfaitement résumé par ce journal, qui écrit que la politique nouvelle « devra s'affirmer à la fois audacieuse et prudente, sociale et vigilante, dépensière et économe », ce n'est plus de l'art mais de l'équilibre !), il n'en sortira pas.

► Il ne gouvernera pas.

Les revendications ouvrières, restées en suspens après la mort de Pompidou, doivent aboutir. La vie chère, qui avait provoqué des vagues de luttes ouvrières, s'aggrave encore, on peut s'attendre pour l'année à une hausse des prix de 16 à 17 %. L'augmentation uniforme de 200 F, le salaire minimum à 1500 F, l'échelle mobile des salaires, basé sur l'indice des organisations ouvrières, le refus des contrats de collaboration de

classe, la défense de l'emploi, seront des objectifs prioritaires.

A l'intransigeance d'un patronat rassuré, à la répression du gouvernement, il faudra opposer une perspective d'ensemble, l'unification des revendications et des luttes, pour éviter que la déception électorale n'entraîne un repli localiste, un émiettement de la classe ouvrière, chacun cherchant à se débrouiller de son côté.

► Il ne matraquera pas.

Les plus fermes soutiens de Giscard, des nazis d'Ordre Nouveau à des fractions de la hiérarchie militaire et de l'encadrement de la police, vont tenter de relever la tête après la grande trouille, avec la bénédiction de leur élu. Il ne faudra pas les laisser faire. Il ne suffira pas pour cela d'en appeler au républicanisme et à la légalité bourgeoise.

Dans l'armée, il faudra continuer à soutenir les comités de soldats, les revendications sur les libertés telles qu'elles ont été exprimées dans l'appel des cents.

Il faudra lutter pied à pied, pour l'organisation de la solidarité chez les civils, contre la répression que ne manquera pas de déclencher Galley ou son successeur.



Dans les entreprises, il faudra organiser l'auto-défense ouvrière de masse contre les exactions des milices patronales et de la CFT (dont on peut penser que ce n'est pas sans contrepartie — sa reconnaissance par exemple — qu'elle a assisté officiellement au meeting de Giscard au Palais des Sports).

Partout, il faudra s'opposer au racisme meurtrier, en se rappelant qu'Ordre Nouveau a servi de garde-du-corps à Giscard, aux policiers qui tuent dans les commissariats aux matons qui assassinent en prison.

► Mai 68 a suivi d'un an la poussée de la gauche aux législatives de 67.

Qui oserait dire qu'il faudra attendre 78 (les législatives) et 79 (les présidentielles si le mandat est réduit à cinq ans) pour que ça change ? Et il ne suffit pas même de dire que nous n'attendons pas ces dates. Il faut mettre pratiquement à l'ordre du jour la perspective d'une grève générale reconductible pour imposer les exigences ouvrières. Et tant mieux si ce régime branlant est balayé par la vague.

La « majorité » nouvelle :

UNE VICTOIRE A LA PYRRHUS

Un Georges Marchais guilleret et mordant devant des UDR et des centristes prudents et inquiets, tel est le spectacle paradoxal à la télévision au soir du 19 mai. Plus qu'une anecdote, ce climat est un signe : signe qu'il a fallu à la bourgeoisie rassembler la totalité de ses forces pour éviter, d'extrême justesse, une victoire de l'Union de la Gauche. Signe que, pour l'actuelle majorité, les problèmes commencent. Et ils sont sérieux.

LE PLAN DE GISCARD

Nous l'avons dit : c'est le mode de domination politique de la bourgeoisie sur la classe ouvrière qui était en jeu dans le duel Chaban-Giscard. Pour le premier, une politique « souple » d'intégration de la classe ouvrière par les contrats, la participation, etc. permettait de faire face aux difficultés économiques et à la remontée des luttes ouvrières. Sur le plan politique, la conservation des grands thèmes mystificateurs du gaullisme : rassemblement de tous, supranationalité, conservation de l'UDR non comme parti mais comme large mouvement derrière le président.

Giscard élu, les choses sont différentes, la « majorité nouvelle », formidablement hétéroclite, qui regroupe des réformateurs à l'extrême-droite fasciste en passant par le gros de l'UDR, n'est pas qu'un simple thème électoral. Ce qui se cache derrière, c'est la volonté de la majeure partie de la bourgeoisie d'en finir une fois pour toutes avec le gaullisme et de s'acheminer vers la création d'un parti bourgeois réel, comme il en existe dans les autres pays occidentaux, qui permettrait à une bourgeoisie qui doit faire face à la crise

économique, à la combativité ouvrière et à une crise globale du régime, de jouer sur « l'alternance » au pouvoir, tout en développant une politique frontalement anti-ouvrière.

VERS UN GOUVERNEMENT DE TRANSITION

Ces « transformations » sont indispensables pour le camp bourgeois, qui a pu juger, à la débâcle de Chaban, le discrédit total de l'UDR et de la majorité... Elles se heurtent à deux difficultés. La première concerne cette « passation de pouvoirs » entre le clan UDR et les Giscardiens. Les déclarations des chefs gaullistes sont floues et contradictoires : ainsi, Guichard déclare que le nouveau gouvernement devra « être à l'image de l'actuelle majorité élargie, dans laquelle les gaullistes resteront les plus nombreux », tandis que Peyrefitte laissait entendre que l'UDR « soutiendrait sans participer ».

Ce qu'il y a de sûr, c'est que les projets politiques de Giscard passent par un cassage et une relativisation de l'UDR comme rassemblement hégémonique qu'il est actuellement. Mais ce qui est certain aussi, c'est qu'il ne pourra pas le faire immédiatement : l'UDR s'identifie à l'Etat fort, créé et façonné par lui depuis 15 ans. En comparaison, l'appareil giscardien est nul, sa main-mise sur l'appareil d'Etat dérisoire. C'est donc, dans un premier temps, vers une solution intermédiaire que Giscard va se diriger : un gouvernement où l'UDR aura (encore !) une place de choix, où il évitera de brusquer les gaullistes (Lecanuet aux Affaires Etrangères serait une provocation face à

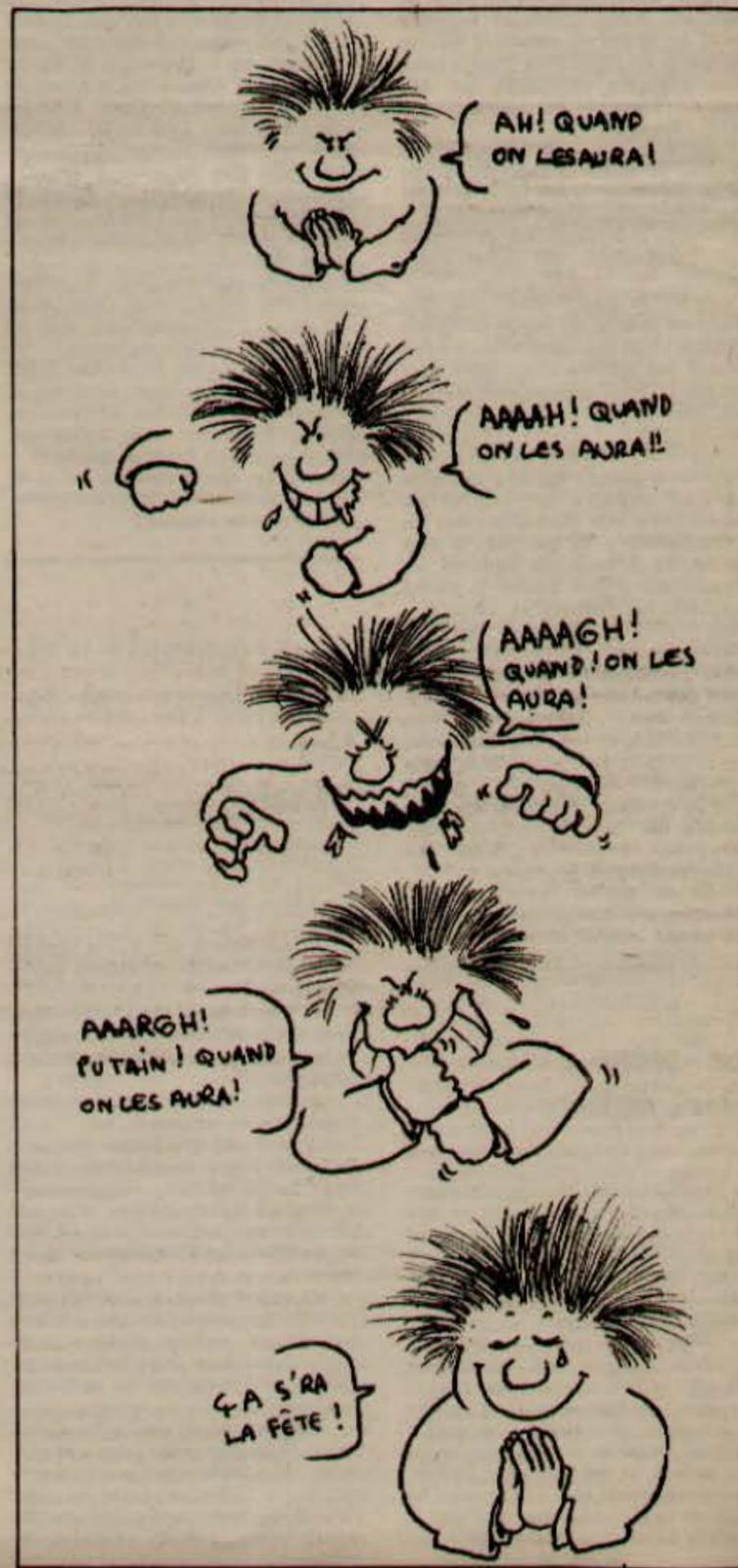
la « fibre gaullienne », tout à fait improbable dans l'état actuel des choses). Mais, pour l'UDR, ce ne peut être qu'un surris : le gaullisme est mort et bien mort.

UN PARI TRES DIFFICILE

La seconde difficulté concerne cette fameuse alternance vers laquelle tendent les efforts de la bourgeoisie et qui justifierait la création d'un nouveau parti bourgeois derrière Giscard. Cette « alternance » entre deux composantes de la bourgeoisie, l'une de droite et de centre-droit, l'autre de centre gauche, présuppose une chose : briser l'alliance entre le PC et le PS, et ramener ce dernier vers des solutions de « troisième force », de « grande fédération » qui rendraient sa venue au pouvoir possible, dans la mesure où le capitalisme français a peur du PC, où il n'a pas confiance en son réformisme et où il ne recourra à lui que si, avant une période révolutionnaire, il constitue la carte ultime pour sauver le régime capitaliste.

Cette tentative de « débouchage » de l'aile droite de la social-démocratie constitue déjà l'un des thèmes de la « nouvelle majorité », comme en témoignent les appels du pied de Lecanuet à Deferre. Pour l'heure, son succès semble improbable : le PS a retrouvé une crédibilité, mais par son alliance avec le PC. S'en séparer, c'est risquer de retomber dans les déconvenues des tentatives de Deferre de 65 et de 69. Quoi qu'il en soit, c'est incontestablement une des questions centrales qui se posent aujourd'hui quant au reclassement des forces politiques après les élections.

M.S.



LE QUOTIDIEN : FIN... ET SUITE ?

C'est le dernier numéro du Quotidien Rouge. Pourra-t-il paraître à la rentrée pour préparer au jour le jour le troisième tour de ces élections, la réponse que la classe ouvrière lancera au visage du locataire de l'Élysée ?

Si tous peuvent comprendre, sur la base de cette première expérience, le bond en avant que constituerait le lancement d'un quotidien d'organisation révolutionnaire, nous devons engager, dès aujourd'hui, le débat avec nos diffuseurs et nos lecteurs.

Les contraintes matérielles et financières sont telles, les conséquences politiques d'un choix de ce type sont trop importantes pour que nous agissions à la légère. Le débat que nous ouvrons aujourd'hui et qui se

poursuivra dans les semaines qui viennent dans l'hebdomadaire porte sur trois aspects entre autres. La participation massive des lecteurs et des diffuseurs du Quotidien Rouge à ce débat revêt une importance capitale pour nous.

C'est le sens du questionnaire que nous publions aujourd'hui et qu'il faut lire et faire discuter auprès des diffuseurs et des lecteurs.

1°) La sortie du Quotidien a été une décision prise en toute hâte, devant l'imminence des échéances politiques imprévues. C'est dire si l'improvisation a souvent été la règle. Mais il est important de connaître l'opinion des diffuseurs et lecteurs sur la « formule journalistique » que nous avons ébauchée.

A. Comment est-il possible d'améliorer les rubriques régulières du journal (politique intérieure, internationale, sociale, femmes, armée...)?

B. Faut-il maintenir l'équilibre du journal et de ses rubriques? en développer d'autres (culturelle, par exemple)? dans quel sens?

2°) Mais le Quotidien Rouge doit être aussi un outil utile pour le militant pour son intervention quotidienne, sur l'entreprise, le quartier ou l'école.

A. Comment le Quotidien Rouge a-t-il joué ce rôle? qui l'achète dans les boîtes, les quartiers, les lycées ou les facs? comment est-il perçu par les lecteurs qui n'appartiennent pas au courant FCR?

B. Comment l'améliorer pour en faire un instrument de débat et d'éducation dans les secteurs où les lecteurs et les diffuseurs interviennent?

C. Peut-il jouer dans certaines limites, un rôle en province pour

soulever l'étouffoir que constitue le monopole de fait de la presse quotidienne de province (Dauphiné Libéré, Sud-Ouest, Ouest-France, etc...)?

3°) Mais améliorer le contenu du journal ne peut être le fait des seuls rédacteurs. Il faut aussi que les rapports traditionnels entre les lecteurs et leur journal soient bouleversés. Cela est une évidence pour un hebdo, pour un quotidien, c'est une nécessité vitale. Cela passe par la mise sur pied d'un réseau national de correspondants. C'est aussi que chaque lecteur acquière le réflexe de donner les informations dont il dispose au journal.

Mais c'est aussi une question financière.

Aucun journal de gauche ou d'extrême-gauche ne peut s'autofinancer avec les seules ressources de la vente en kiosques. Les appels au fric régulier de Libération, de Politique-Hebdo, de Rouge, ne sont pas des accidents de parcours. C'est la loi du système contre lequel nous luttons. Le lecteur d'un journal révolutionnaire doit s'en donner les moyens et les

donner à ceux qui font le journal.

A. Sur ta ville, sur ton quartier, quels sont les chiffres de vente des kiosques et des ventes militantes?

B. Es-tu prêt à t'abonner au journal? combien de lecteurs autour de toi sont prêts à le faire?

C. Combien de lecteurs sont prêts à subventionner et régulièrement la parution du Quotidien Rouge?

(2000 copains qui s'engagent à verser 20 F par mois, par exemple, pour que le Quotidien Rouge existe permettraient de faire face aux augmentations du papier).

Camarades lecteurs et diffuseurs, discutez de ce questionnaire, organisez des réunions de discussion.

Camarades lecteurs et diffuseurs, c'est à vous de jouer. La plume est aussi une arme révolutionnaire.

Adresse
SIE (Quotidien Rouge)
10 impasse Guéméné
75004 Paris.



courrier des lecteurs

Certaines lettres de lecteurs montrent que, parmi les 0,36 % qui ont voté Krivine, il y en a qui se prennent au jeu de l'électoratisme. Le résultat les désespère : Krivine a perdu les 2/3 de ses électeurs de 1969.

Mais en 1969, Krivine était le seul candidat révolutionnaire issu de mai 68 : cette fois, il y avait Arlette et Dumont. Mais en 1969 le caractère folklorique de la candidature du « soldat Krivine » valait bien l'attrait actuel de la « seule femme » et de la « seule travailleuse », Arlette. Krivine a surtout perdu les voix de ceux qui, en 69, avaient voté Krivine, « faute de mieux ».

Et puis, en 69, il n'y avait pas un candidat unique de la gauche et des syndicats — dont on nous faisait espérer qu'il pouvait passer au premier tour (cf. des lettres de lecteurs) ! Combien, qui partagent la plupart des analyses politiques du jeune F.C.R. ont voulu le 5 mai voter utile. Constatons que le pourcentage de Krivine est analogue à celui du P.C. d'Allemagne de l'ouest — dont l'influence n'est pas nulle ; supérieur à celui du P.C. britannique, qui occupe pourtant des positions importantes dans les syndicats (mineurs, chantiers de la Clyde). La logique de l'électoratisme veut que l'on ne veuille pas « perdre sa voix sur un candidat qui n'a aucune chance ».

Dernière remarque. Avant de sombrer dans l'union sacrée le vieux Guesde disait « on ne se présente pas contre un emprisonné », principe qu'aimait à rappeler le P.C. d'avant 39. Krivine, 2 fois emprisonné, est en liberté provisoire et dirigeait une organisation arbitrairement dissoute. Est-ce par fausse pudeur que, puisque personne à l'extrême-gauche ne se souvenait des vieilles règles du prolétariat révolutionnaire, on n'a fait qu'une discrète allusion à cette situation ?

Sur Maalot

Chers camarades,

Je vous écris au sujet de vos réactions par rapport à l'affaire de Maalot. Je suis entièrement d'accord :

• lorsque vous déniez à tous les complices de l'impérialisme le droit de s'ériger en juges contre un peuple martyr, le peuple palestinien,

• lorsque vous éclairiez les véritables responsables de cet état de fait.

Je ne le suis plus lorsque vous jugez l'affaire de Maalot uniquement sur le plan de l'efficacité politique.

A partir de cette position, on ne peut plus parler de socialisme ou barbarie, mais de socialisme ou d'impérialisme par la barbarie.

On ne peut plus sortir d'affiches sur le conflit vietnamien où des enfants horriblement mutilés témoignent de l'atrocité américaine qualifiée de nazie par vous : ne réclamions-nous pas un Nuremberg pour Nixon ?

on ne peut plus accuser Le Pen d'avoir torturé un innocent portier (certes, on n'est jamais tout à fait innocent) au mépris de sa vie. Est-ce à dire qu'en cas de guerre civile, il nous faudra torturer pour avoir des renseignements précis (Massu de gauche...).

On ne peut pas écrire, contradiction totale :

Cet acte montre une nouvelle fois que le gouvernement israélien reste intrinsèque et prendra tous les risques, même ceux de tuer des enfants pour ne pas perdre la face.

(Ce jugement est moral, mais pas hypocrite, si l'on a l'honnêteté de l'appliquer — sur ce cas aux Palestiniens. Ils peuvent et doivent s'attaquer à d'autres représentants de l'impérialisme israélien, ce qu'ils ont déjà fait).

Sur toutes les affaires qui se sont déroulées ces dernières années, votre position est ambiguë, elle varie, parfois morale et condamne alors certains actes criminels ou les juges inefficaces politiquement... Le débat est fondamental : avons-nous la même morale que nos adversaires de classe ?

J'aimerais que vous y répondiez,

J.L. — Charleville

pour que l'on cesse d'être isolés...

Chers camarades,

En mars-avril 68, nous étions quelques dessinateurs dans la boîte à vouloir faire un « syndicat ». Il n'y avait rien qui existait et aucun d'entre nous n'était vraiment militant, pour ma part, j'avais été au PCF durant un an en 62 puis j'avais pris mes distances à cause de leur position sur l'Algérie. Pour nous tous il n'y avait pas à hésiter, c'était la CGT. Le temps de se rencontrer, de voir la température, et vlan ! voilà le mai joli. Toujours pas d'hésitation, comme un seul homme, on monte une section CFDT. Tout ça en réaction à ce que jaspait le PC et la CGT. Un an après on se fait tous lourder, à la suite d'une occupation de la direction pour défendre l'emploi (en 69 il n'y avait pas encore eu Lip). Le creux de la vague, on se laisse virer sans mouffler. Depuis, je crois que les copains du noyau militant de l'ancienne section ont continué dans leurs nouvelles boîtes, c'est ce que j'ai fait. Mais je pense maintenant qu'on s'est bien fait baiser par la CFDT. Il n'y a qu'à entendre Maire maintenant à propos des camarades Krivine et Laquiller. Ça lui écorche la gueule les trotskystes ! Et il n'y a qu'à voir ce qu'ils racontaient à la CFDT en mai 68. Des mecs dans notre genre, ils en ont accroché, déformé, canalisé, manipulé plus d'un à l'époque, et tout ça pour finir par cirer les pompes à Mitterrand.

Je pense que ce qu'il faudrait, c'est que les filles et les gars qui ne sont pas d'accord, et y en a, avec Maire actuellement, on cesse d'être isolés dans nos sections et qu'on puisse vraiment se faire entendre des autres syndiqués. Il me semble, si j'ai bien compris, que c'est ce que l'équipe de Descamps avait fait du temps de la CFCT...

J'achète le quotidien Rouge parce que c'est moins emmerdant que l'Huma, et moins chiant que Libé mais ça me fait pas l'impression d'être un vrai journal. (Peut-être parce que c'est pas aussi emmerdant et chiant que les autres). J'ai quand même filé un chèque à vos copains. Vous pouvez faire ce que vous voulez avec ma lettre, la couper en morceaux ou la pendre dans un coin.

Là dessus bon courage, surtout si vous tenez à arriver à 51 % des voix au premier tour en 1981 et à chacun son chemin.
D.M.

pour un quotidien d'extrême-gauche

Paris, le 15 Mai

Chers camarades,

Dans le Quotidien d'aujourd'hui, vous ouvrez un débat sur « Rouge » : Que va-t-il devenir après les élections ? Tout d'abord je tiens à vous « féliciter ». Vous avez fait du Quotidien, non seulement une arme pour les militants pendant les élections, mais aussi une ébauche de ce que pourrait être un quotidien révolutionnaire. Je dis une ébauche, vous en êtes conscients vous-mêmes, parce que axé prioritairement sur les élections, fait avec une équipe d'hebdomadaire encore tâtonnante... A mon avis faire un quotidien d'organisation n'est pas suffisant à l'heure actuelle. Il est clair qu'en France, l'extrême-gauche révolutionnaire a un retard au point de vue « unitaire » qui est considérable et qui risque, quel que soit le résultat des élections, d'être catastrophique pour le mouvement ouvrier dans son ensemble.

Il est aberrant de voir encore en 74 se développer des polémiques stériles autour de qui a fait ça, qui c'est l'ouvrier, c'est nous les plus forts, c'est nous la ligne juste... qui relève, et s'explique finalement de la truille (opinion toute personnelle). Un simple exemple : le MLF. Ce sont des femmes, et uniquement des femmes qui ont lancé le MLF en France. Au début, elles furent traitées de bourgeoises, de féministes... elles avaient un tort : celui de n'être pas marxistes révolutionnaires. Puis peu à peu, les organisations se sont « penchées » sur le problème des femmes, d'une manière paternaliste tout simplement parce qu'elles se sont rendu compte que les femmes, ça existait en tant que classe opprimée, et puis qu'elles dérangeaient beaucoup. Ce n'est qu'à partir du moment où des femmes militantes d'organisations se sont senties réellement concernées par leur oppression spécifique et qu'elles n'étaient plus « parachutées » pour faire du « boulot femmes » que le MLF quartier est devenu réellement intéressant. Il y a eu pourtant de grands blocages, et ça, c'est la peur des mecs qui en est la cause (chacun sait que les organisations révolutionnaires sont dirigées par des mecs (!)). Le MLF n'est pas le seul exemple, je ne développe pas plus.

Je comprends objectivement les divisions qui existent au sein de l'extrême-gauche. Ça s'explique, historiquement, question de rapport de forces, etc... Mais ça ne me satisfait pas comme explication. Ce que je constate aujourd'hui, c'est le poids des appareils réformistes d'un côté, c'est la bourgeoisie acculée de plus en plus et qui se prépare à riposter d'autre part. Que face à ça, les seuls capables d'éviter le Chili, d'éviter la Suède aussi, bref de gagner la révolution socialiste.

d'instaurer le communisme, de faire que l'homme ne sera plus exploité par son prochain (il faut le répéter car on ne se bat pas pour des prunes) eh bien, c'est nous. « Nous », ce n'est pas le FCR. Il n'y a pas de Parti Révolutionnaire encore. Il y a des embryons et le FCR en est un. Que chacun défende, non pas son organisation, mais une ligne politique, un programme tactique parce que concrètement dans les luttes, il pense que c'est juste, c'est très bien, surtout quand on considère qu'historiquement, vue la chappe de plomb qu'a fait peser le stalinisme sur les forces vives du mouvement ouvrier, c'est déjà pas mal qu'existe encore une extrême-gauche révolutionnaire. Qu'il existe des divergences, c'est souhaitable. Ça préserve la démocratie et la créativité révolutionnaire. Mais là où ça devient lamentable, c'est quand ces divergences ne sont plus des divergences politiques mais deviennent des divergences de chapelle. Personne n'est blanc comme neige, pas plus vous que d'autres mais il faudrait enfin dépasser ces préjugés sectaires. L'extrême-gauche est enfin sortie du ghetto étudiant et ce qui s'expliquait en 68 ne se justifie plus en 74. Tout ça pour en venir à Rouge Quotidien. Pourquoi ne pas tenter un quotidien de l'extrême-gauche ? Avec une plateforme minimale d'accord. Prenons l'exemple de Libé : Libé se voulait le quotidien du peuple, la voix des masses 5 sur 5. Bel enthousiasme sauf que si on va jusqu'au bout, le prolo réactionnaire, c'est aussi la voix des masses. Ça a vite donné à Libé l'absurdité que les militants de la CGT, c'était plus le peuple (c'était les révisos) que les trotskystes, c'étaient des magouilleurs... Je ne veux pas dire que Libé a toujours été ça (quelques numéros). Pourtant, Libé représentait un « espoir », un saut qualitatif. Mais tel qu'il est conçu (d'une manière beaucoup trop vague, sans un minimum de ligne politique) c'est un échec. Parce qu'il ne veut voir que ce qui l'intéresse et qu'il change trop souvent. Ça ne fait pas beaucoup progresser.

Il existe aujourd'hui un minimum d'entente dans l'extrême-gauche (...). Pas d'unification organisationnelle de l'extrême-gauche, ce ne sont pas encore « nos » tâches. Mais un instrument d'agitation, d'anti-intox, de riposte à l'aliénation de tous les instants à la violence de la société capitaliste, oui.

Camarades, c'est urgent.

Camarades du FCR, de LO, de l'AMR, de Révolution !, de PSU, de Libé, de Politique-Hebdo, de la CGT, de la CFDT, du MLF, de l'Antinorm, du CAM, CDA, FSMAR, du Monde Libertaire, du Front Libertaire... (j'en oublie, une chatte y perdrait ses petits !) tous ceux qui se sentent proches de ce que je viens d'énumérer, doivent participer à ce débat. L'histoire, merde, est assez rouge du sang ouvrier pour qu'on ne le laisse encore couler une fois, impuissants. (...)

Camarades le vieux monde est derrière nous. Si on veut !

J'espère que Rouge publiera cette lettre et ouvrira le débat. Ça urge !

S.C.

Le piège électoratiste

Il fut un temps où toute l'extrême-gauche proclamait (à juste titre en juin 68 !) : « élections-trahison ». On en est loin quand Charlie-Hebdo appelle, dès le premier tour, à voter Mitterrand, et quand L.O. lance le slogan révolutionnaire « Arlette c'est chouette ».

L'électoratisme ce n'est pas profiter de la tribune que vous offre les élections (voire les assemblées éues) pour faire la propagande révolutionnaire. C'est sacrifier la propagande révolutionnaire au résultat électoral. Quand on voit Marchais, devant des millions de téléspectateurs éberlués, assurer Sanginetti que « tout comme les gaullistes », les communistes sont pour la « justice sociale », « l'indépendance nationale », etc... on voit où cela mène.



courrier des lecteurs

L'ennemi est-il donc à gauche ?

Chers camarades,

J'ai connu le Quotidien Rouge depuis lundi dernier (...), je ne suis membre d'aucun parti politique. Je suis un travailleur du bâtiment. Un syndiqué CGT depuis plus de vingt ans. Et je vous dirai, camarades, que j'ai vu à bien des reprises des voite-face de la bureaucratie cégétiste car il faut faire une différence entre les bureaucrates de la CGT qui sont, ni plus, ni moins des fonctionnaires du syndicat, et les délégués de la base qui sont des travailleurs qui souvent ont à se battre contre le patronat et obligés en même temps d'affronter avec fermeté les permanents, les bureaucrates de la grande CGT.

Je lis parfois l'hebdomadaire Rouge.

Je lis aussi Lutte Ouvrière. Je lis aussi le Monde Libertaire. Parfois l'Humanité et également un journal régional, Ouest-France.

J'ai lu avec beaucoup d'attention le papier du responsable S.B. (Rouge du samedi 4 mai) de la CFDT qui, à mon avis est d'une grande valeur. En effet, il y en a marre des bureaucrates.

J'ai lu aussi la lettre ouverte du camarade Denis Lafontaine à M. Ségué. A la CGT celui qui est plus à gauche que le PCF est un ennemi. Celui qui est plus de droite ou du centre ne fait pas peur à la bureaucratie CGT.

L'ennemi est donc à gauche. En 1968, Ségué disait en parlant de Daniel Cohn-Bendit — connais pas. Que va-t-il dire du camarade Krivine ? Connais pas. De la camarade Arlette Laguiller ? Connais pas.

Eh, M. Ségué, le camarade Denis Lafontaine, celui-là, tu le connais ???

A la grande CGT on exclut celui qui veut faire trop d'actions : cela a été il y a quelques années les camarades du PSU. Les camarades de Lutte Ouvrière sont exclus à tour de bras, la camarade Arlette Laguiller elle-même en a été exclue. Maintenant les camarades du FCR et ce n'est pas fini.

Et maintenant je voudrais vous poser une question, à vous camarades du Quotidien Rouge : est-ce que vous croyez que les syndiqués CGT, même les délégués, sont au courant des exclusions des camarades du FCR et de Lutte Ouvrière de la grande CGT ? Ne devriez-vous pas prendre contact avec Lutte Ouvrière et faire une grande propagande sur les exclusions de la CGT des camarades de vos organisations, même en reproduisant la liste des exclus depuis plusieurs années, et peut-être même en ajoutant plus loin ceux du PSU exclus de la CGT ? Une copie serait envoyée aux militants CGT de base c'est-à-dire aux délégués du personnel, et aussi un résumé de l'exclusion du camarade Lafontaine. Je dois vous dire qu'un tel procédé ferait du bruit à l'intérieur de la grande CGT car les délégués de la CGT ne seront jamais au courant de cela s'ils ne l'apprennent pas par le FCR ou par Lutte Ouvrière.

Prenez contact avec Lutte Ouvrière, faites quelque chose. Dénoncez ensemble les exclusions de la grande CGT des militants qui à mon avis sont les meilleurs et les plus actifs, ceux qui écoutent le mieux les revendications de la base.

Même si des journaux régionaux acceptent de vous passer un communiqué à ce sujet, faites le passer, cela sera utile pour l'ensemble des travailleurs. Croyez-moi, c'est un travailleur qui vous parle, un travailleur et un fidèle syndiqué CGT. Un gars qui aime bien sa grande centrale CGT

mais qui a le cœur meurtri quand il sait que des militants actifs en sont exclus parce qu'ils ont fait de l'action pour la défense des travailleurs.

Il faut que les militants CGT et tous les travailleurs soient au courant de cela.

Recevez, chers camarades, mes fraternelles salutations.

P.S. dernière nouvelle : un camarade vient de me dire qu'il va afficher dans le magasin de sa boîte, la page du Quotidien Rouge relatant l'exclusion du camarade Lafontaine. Cela sera du bon travail.

Un travailleur de l'arrondissement de Saint Nazaire Syndiqué CGT.

Tours, le 14 mai

Krivine chatelain ?

Camarade Krivine,

J'aimerais que tu m'apportes une précision sur ta vie personnelle.

Alors que je discutais avec des chaban-delmistes pendant la campagne, il m'ont sorti la chose suivante : « Ton Krivine, il a la parole facile, il ne sait que dire tout va mal, à bas Giscard, à bas Chaban, à bas Mitterrand, à bas Royer, à mort Le Pen, vous ne savez que critiquer. Mais proposez-vous quelque chose, un programme ? non, rien, vous critiquez mais vous ne proposez rien à la place. D'abord Krivine, il se dit communiste, il se dit révolutionnaire, tu le crois toi ? Alors il n'a qu'à expliquer d'où lui vient son château sur les bords de la Loire ».

Tu conviendras que ces mecs ne comprennent rien ! C'est normal, remarque.

Mais ce château qu'en est-il exactement ? j'avoue que je n'ai pas su quoi dire à cette affirmation que ce bourgeois a, paraît-il, lue sur « Paris-Match » (rien d'étonnant de la part de ce journal) et j'aimerais pouvoir y répondre que ce n'était qu'un vaste mensonge, une immense aberration contre celui (il faut le dire) qui symbolise à leurs yeux Mai 68.

Tu sais, c'est vraiment sérieux ce que je te demande là, et tu serais vraiment sympa si tu pouvais me répondre.

Pour le Front Communiste Révolutionnaire !
Contre le capitalisme !
Salutations communistes,

Un camarade.

Ci-joint, 100 F pour le soutien au Quotidien Rouge.

Réponse :

Faut pas confondre Krivine avec Chirac ! Krivine est locataire d'un appartement dans le 9^e arrondissement et salarié à Rouge, avec un salaire équivalant à celui d'un ouvrier qualifié. C'est tout ce qu'il y a à répondre ; et ça n'arrêtera ni les bruits ni les calomnies.



Un langage incompréhensible ?

REFERENCE LE QUOTIDIEN ROUGE DU SAMEDI 11.5.74

Je suis abonné à Rouge. J'achète chaque jour le quotidien. J'aide même les copains à le vendre de temps en temps.

Dans le quotidien du 11.5.74, vous vous faites engueuler un peu et je n'en suis pas mécontent ! Voir page 2, article de M.L.

Je ne partage pas entièrement son point de vue, non ! Mais, quand il dit qu'on aurait pu choisir une autre photo, je suis bien obligé de reconnaître que oui, tout en pensant que ça n'a guère d'importance d'ailleurs. Quand il s'attaque au vocabulaire je le soutiens aussi. OK, Krivine et Rouge s'adressent à l'« avant-garde large (ouvrière ?) ». Mais enfin si notre langage devient esotérique et nos conversations des conversations de salon accessibles aux seuls initiés, alors, oui, je dis merdre ! Faut pas charrier les copains ! (...)

J'ai lu dans le monde que Krivine viendra à Beauvais bientôt (j'espère qu'il viendra). Je ne m'attends pas à la foule ! Loin de là ! Ça m'étonnerait que les réformistes encouragent leurs ouailles à venir lui poser des questions. Mais quand même qu'il veuille bien considérer qu'il n'y aura pas dans la salle que des initiés (sans compter les RG !).

C'est vrai aussi que la campagne à la télé a souffert d'intellectualisme et de « petit professoralisme ». C'est vrai aussi qu'il ne faut pas prendre les gars pour des débilés mentaux et leur parler comme au chien-chien à sa mère ! Mais quand même quoi ! Il n'y a pas que l'avant-garde large qui a le droit de comprendre, merdre ! A quand Marx, etc... en bandes dessinées ?

Et la réponse de Rouge au « groupe d'ouvriers, employés et fonctionnaires homosexuels » ! Chapeau, j'espère qu'ils ont un copain spécialiste de Reich et de Hocquengheim. Moi, je n'ai jamais lu ni l'un ni l'autre et je n'ai pas du tout l'intention de le faire. D'ailleurs, le jour où j'aurai envie de me sauter un minet joufflu et rose je n'irai pas demander à ces gens ce qu'ils en pensent !

Bon, c'est tout pour aujourd'hui. Salut !

A.C.

Pour la suppression du Quotidien

Chers camarades,

Je vous livre quelques réflexions personnelles sur le Quotidien Rouge.

Tout d'abord sa parution est éminemment positive pendant la campagne électorale. C'est un facteur énorme de politisation, d'information et de « rapprochement » pour tous les sympathisants des Comités Rouges, Groupes Taupes ou tout simplement lecteur de Rouge.

Mais je ne peux m'empêcher de penser que c'est un poids trop lourd de « sortir » un quotidien, pour une petite force politique qu'est (malgré ses progrès) le courant représenté par Rouge. J'ai peur que la sortie du quotidien se fasse aux dépens de l'apparition centrale (pas d'affiches pour Krivine, pas non plus d'affiches pour expliquer le vote Mitterrand au second tour, affiche qui aurait été fort utile pour montrer concrètement aux travailleurs influencés par le réformisme que les révolutionnaires étaient à leurs côtés contre la droite).

Enfin, travaillant dans une ville ouvrière de 20 000 habitants où il n'y a

pas de diffuseurs de Rouge, je constate que depuis la sortie du quotidien, la présence des révolutionnaires n'est plus visible dans les kiosques. J'imagine qu'il en est ainsi dans toutes les villes de moins de 50 000 habitants où il n'y a pas de diffuseurs de Rouge.

C'est grave de disparaître politiquement de toute une série de villes pendant une période politique aussi importante (L.O. continue à arriver !).

Pour toutes ces raisons, je suis pour la suppression du quotidien quel que soit le résultat du second tour. Surtout que l'hebdo Rouge dans ses derniers numéros, avait fait de gros progrès. Sans parler de ceux qui pouvaient dépenser 3 F par semaine mais qui ne peuvent en dépenser 6 !

Amitiés communistes,

J.-F. D.

Libération et le Quotidien Rouge

Chers camarades,

Il m'arrive fréquemment d'acheter « Libération », et vendredi dernier j'ai trouvé un article, d'un ton peu aimable pour le FCR, en particulier Krivine.

Il m'est arrivé souvent de lire des articles dans ce goût « cassant du sucre » sur le dos de Rouge. D'ailleurs, le journal y avait répondu en finissant l'article par « Libération, le France-Soir d'extrême-gauche ? ». Avis que je partage...

Cependant il est regrettable de n'avoir point vu cette réponse — ou une autre — dans les colonnes de « Libération ». Omission de votre part ou censure de « Libération » ? Moi, je lis Rouge, mais tous les lecteurs de « Libération » ne doivent pas en faire autant. Aussi il est regrettable de voir ces attaques demeurer sans réponse. Outre que cela me ferait bien plaisir, je considère qu'il serait bon pour les lecteurs de « Libé » que réponse soit donnée par le FCR à ces attaques mettant en cause sa volonté d'animer le débat au sein de l'extrême-gauche, tâche qu'il a fort bien mené jusqu'à présent je pense (...)

J.-C. H.
Sympathisant FCR

L'« Huma » et les gauchistes

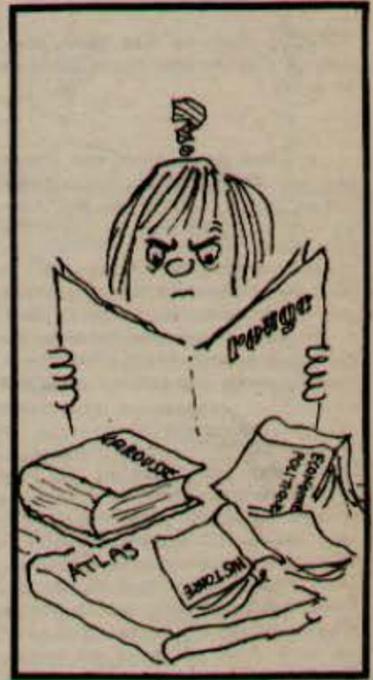
Chers camarades,

Je lis l'« Huma » tous les jours et s'il est vrai, comme vous l'avez justement souligné, que l'on y trouve complaisamment étalées les déclarations des « gaullistes de gauche », je n'y ai pas encore trouvé une ligne mentionnant le soutien des voix de l'extrême-gauche. Pas une ligne pour 700 000 ou un million de voix de travailleurs, au contraire le silence le plus méprisant. Pour la rédaction de l'« Huma », ces voix n'existent pas et la force qu'elles représentent non plus, n'est rien ! Par contre des colonnes entières pour le « ralliement » de Vallon, Jeanneney, Debu-Bridel, qui ne représentent qu'eux-mêmes et surtout pas une volonté populaire de changement... Lorsqu'on sait à combien de voix va se jouer le deuxième tour, cela laisse rêveur ! Voilà un choix révélateur pour l'avenir et qui donne à réfléchir. Comme donne à réfléchir aussi l'article de Duverger dans Le Monde du 9 mai qui écrit : s'il était élu, Mitterrand aussi devrait faire face à une pression gauchiste, elle constituera d'ailleurs l'obstacle principal que son gouvernement aura à surmonter, mais l'appui des grands syndicats et des partis de gauche, l'aiderait à franchir ce passage difficile, comme il a aidé le général de Gaulle à faire accepter aux Français les sacrifices nécessaires à la reconstruction nationale en 44-45... J'ai voté Krivine au premier tour et je

voterai Mitterrand au second, mais sans passion, conscient des limites et même des dangers de ce vote, décidé à lutter pour qu'une victoire de Mitterrand ne soit pas une façon pour la bourgeoisie de durer un peu plus longtemps.

Salutations communistes,

D.P.



La pédagogie n'est pas un vain mot

Chers camarades du Comité de Rédaction de Rouge,

Hier soir, après le débat Giscard-Mitterrand, j'engageais le débat avec ma mère sur les perspectives que proposait l'Union de la Gauche et Mitterrand (ce dernier ne l'ayant pour le moins pas enthousiasmée). Ce après quoi, intéressée, elle se mit à lire le Quotidien Rouge du vendredi 10 et plus précisément l'article intitulé « La Marchaillaise ». Après l'énoncé des phrases les plus marquantes d'un article paru dans l'Humanité du 9 mai, celui-ci concluait « ... et que dire alors de ceux de Zimmerwald et Kienthal parmi lesquels Lénine, Rosa Luxembourg, Trotsky qui prônaient en 1916 le défaitisme révolutionnaire, en vertu d'un autre principe « Les prolétaires n'ont pas de patrie » d'un certain Karl Marx ». Entendant ces paroles dans sa bouche et voyant le trait soucieux qui barrait son front, je compris soudain ce que diverses personnes à qui j'avais fait connaître le Quotidien Rouge, voulaient dire à travers les constatations du genre : « Rouge est un journal d'intellectos ». « Les copains de Rouge se complaisent dans leur situation d'élite ». « Ce journal est fait pour quelques militants... »

Il s'agit de savoir en effet, camarades, si Rouge est fait pour des militants informés ou pour quiconque désireux de trouver quelque chose d'autre que les discours électoralistes et les compromis d'un Mitterrand. Etant donnée la faiblesse numérique de l'extrême-gauche, il est extrêmement important que le but de tout organe de presse tel que Rouge vise à aider et faciliter les débats et questions que se posent nombre de travailleurs et étudiants aujourd'hui. Il doit en conséquence être rédigé de telle sorte qu'il soit lu et compris de tout travailleur confronté pour la première fois aux positions de l'extrême-gauche révolutionnaire. Ceci se fait en donnant en annexe constamment et dans chaque édition, la signification de sigles tels que FRELIMO, MLAC, GRS... en écartant définitivement les discours comme ceux tenus dans l'article précité, etc... La pédagogie n'est pas un mot.

Fraternellement,

G.P. — Brest.

LA PRIERE ET LA LUTTE

Depuis une quinzaine de jours, le personnel de l'hôpital psychiatrique Sainte-Marie est en grève et occupe les locaux. Un militant CFDT de l'hôpital explique pourquoi.

ROUGE : Peux-tu dire pour commencer quelles sont les origines de la grève ?

● Il faut dire d'abord que depuis Mai-Juin 73, l'action n'a pratiquement pas cessé. En 73, quand on était parti en grève, c'était sur un ras-le-bol généralisé : on avait 75 revendications ! C'est à cette époque là que nous avons obtenu le temps de repas pris sur le temps de travail et payé.

La grève a duré trois semaines : et depuis on a continué les négociations tous les mois. Les patrons nous ont proposé un engagement de convention qui nous permettait de regrouper un maximum d'hôpitaux. Nous avons accepté. Mais nous voulions que l'accord garantisse tous les avantages acquis. Devant le refus des patrons de maintenir les avantages acquis et d'envisager les revendications que nous avions en Mai-Juin 73 (en particulier, le raccourcissement du temps de carrière) la CFDT a quitté la salle. De plus, nous refusons les primes hiérarchisées que nous proposait la direction.

ROUGE : Quelle est la combativité

du personnel ?

● L'ensemble du personnel est mobilisé pour le maintien des avantages acquis. Mais certains vont plus loin et remettent en cause l'institution psychiatrique elle-même, avec comme mots d'ordre :

— Halte à l'exploitation des malades.
— Hiérarchie pourrie.

ROUGE : Comment est organisée la lutte ?

● Il faut savoir que quasiment tout le monde est syndiqué à la CFDT (au CE, 11 sièges sur 12 à la CFDT et aux élections de délégués, 16 sièges sur 18).

Il y a un comité de grève de fait. Il s'élargit tous les jours. C'est une sorte de conseil syndical élargi. Nous organisons une AC tous les jours où nous faisons le point de la situation au Puy et sur les autres centres (Rodez, Privas, Clermont) et où tout le monde peut s'exprimer.

ROUGE : Comment avez-vous popularisé votre grève ?

● Nous avons fait une manif en

ville aujourd'hui, 17 mai. En voitures, avec des pancartes, jusque devant la préfecture où nous avons chanté la « Prière d'un gréviste à Sainte-Marie ».

Aux familles des malades, nous avons distribué un tract d'explication. Nous avons même reçu une lettre de soutien d'une famille.

ROUGE : Où en sont les négociations ?

● Le 11 mai nous avons rencontré la direction qui propose de signer d'abord, de discuter ensuite ! Bien sûr pour nous, il n'en est pas question. Nous voulons d'abord discuter.

Nous avons même élaboré un contre-texte pour que les patrons s'engagent à examiner le problème du maintien des avantages acquis. Nous exigeons leur signature.

ROUGE : Quelle est la situation dans les autres centres ?

● Le standard de Rodez est occupé depuis le 26 avril. Clermont n'occupe pas. Mais le personnel défile dans les services et tient des AG tous les jours. Privas n'est pas encore entré en lutte. Mais 75 % du personnel s'est prononcé pour l'action si la direction maintient ses préalables.

« C'est vrai, maintenant, il n'y a plus que cette solution-là »

La lutte se poursuit à Rhône-Progil Pont de Claix. Les deux ateliers en grève ont décidé de se donner un nom commun pendant le conflit : « Phacumène » (Phénol, Acétone, Cumène) pour montrer leur unité.

La direction n'a pas désarmé. Vendredi les travailleurs ont reçu une lettre de la direction :

« Nous vous informons que le fait de venir dans votre atelier en dehors de l'horaire normal et en l'absence d'appel de la part de votre employeur (...) constitue une faute grave envers la discipline générale de l'établissement ».

Cette tentative d'intimidation n'a pas marché. La réaction des grévistes a été simple :

« Nous allons faire un joli paquet et lui renvoyer ses lettres en lui disant que nous n'avons que faire de ses menaces ».

Le lendemain, nouvelle tentative de division : un délégué du personnel reçoit un avertissement, ainsi qu'un ouvrier du phénol. Mais ces essais pour trouver des « têtes de turcs » se heurteront à l'unité du personnel. Ici tout le monde assume l'entière responsabilité du conflit.

Lundi, la direction est revenue à la charge, tentant cette fois-ci de faire remonter les cadences. Après

réunion, la réponse collective du personnel est catégorique : c'est non.

La situation maintenant : après les résultats des élections, la direction durcit son attitude. Mais la détermination des travailleurs n'a pas faibli : hier matin, les gars du Phénol étaient aux portes de l'usine avec des banderoles, et ils ont fait un appel au soutien des autres ateliers. Le problème de l'extension est maintenant posé.

Aujourd'hui une délégation doit aller voir les travailleurs de Roussillon.

La victoire de Giscard c'est bien un coup dur. Mais elle ne provoque pas de résignation. Au contraire ce serait plutôt de la colère. Hier matin, à l'entrée de la boîte, en voyant les grévistes, des gars disaient :

« C'est vrai, maintenant il n'y a plus que cette solution-là, il n'y a pas de mystère, c'est par la lutte qu'on obtiendra quelque chose ».

Correspondant

51 rue de Charonne

LE DROIT A UN LOGEMENT DECENT

Ils sont 300 immigrés africains qui vivent dans cet immeuble dans des conditions épouvantables : des plafonds qui menacent de s'effondrer, un chauffage défectueux par des poêles à charbon, 4 WC et un seul robinet d'eau courante pour tous les locataires. Dans ce foyer, où les cas de tuberculose ont été nombreux, chaque jour qui passe met un peu plus en danger la vie et la santé de ses occupants.

AVANT LA PREFECTURE S'EN LAVAIT LES MAINS AUJOURD'HUI ELLE EXPULSE

Ce n'est pas d'hier que des immigrés logent au 51. Les premiers s'y sont installés en 1963, sans pour autant que l'immeuble soit reconnu comme foyer. Ce qui au regard de la loi bourgeoise était une « occupation sauvage », les autorités municipales et préfectorales s'en sont fort bien accomodées pendant 10 ans. Les habitants versaient régulièrement à l'EDF et à la Compagnie des eaux, ils recevaient du courrier, etc... L'administration fermait les yeux, et ne

levait pas le petit doigt pour améliorer leurs conditions de logement. Après tout, il ne s'agissait que de stocker de la main d'œuvre bon marché...

Aujourd'hui leur attitude a changé : elles ne parlent plus que d'expulsion. La raison ? Le plan de rénovation des « îlots insalubres » du XIème-XIIème qui prévoit une masse d'expulsions qui frappent surtout la population immigrée de ce quartier. Aune opération immobilière, s'ajoute d'ailleurs une mesure de répression visant à détruire les communautés de travailleurs immigrés, à les disperser dans Paris et surtout en banlieue, pour essayer d'anesthésier la combativité qui s'est manifestée dans les luttes récentes.

RELOGES DANS DES FOYERS... FANTOMES !

Menaces, intimidations, menaces, promesses, le numéro commence à être bien rôdé. Robert Rini (responsable des migrants à la Préfecture), passé maître dans l'art de la démagogie, propose aux résidents

du 51 le relogement dans des foyers en construction ou déjà complets !

De leur côté, les représentants du fantôme Senghor à Paris interviennent pour appuyer les autorités françaises : rester calmes, on va s'occuper de vous... Comme on s'est occupé d'eux depuis 10 ans sans doute ?

LE DROIT A UN LOGEMENT DECENT

Les travailleurs du 51 ne sont pas prêts à se laisser bernier par de vaines promesses. Ils se sont organisés en comité de lutte et ils ont fait appel au soutien des travailleurs français et immigrés et de leurs organisations (sans aucune exclusive) : un comité de soutien regroupant de nombreuses organisations africaines et françaises s'est constitué.

Leur objectif est clair : c'est le droit à un logement décent : le droit d'habiter à Paris (où ils travaillent presque tous) dans 1 ou 2 foyers de la ville, en gardant ainsi intacte leur communauté.

C'est une lutte de longue haleine qui s'engage.

BON, ON SE LAISSE 24 H DE DEPRIME ET ON REPART !



C.C.P. : CHENOT PARIS 4501/42

SOUSCRIVEZ !



CONFERENCE NATIONALE OUVRIERE 1, 2, 3 JUIN

INTERLANGUES : 3ème SEMAINE DE GREVE. REUNION CE SOIR A LA MUTUALITE

■ Parti pour la défense de la sécurité de l'emploi, le conflit s'est élargi : c'est maintenant le problème général de la loi sur la formation professionnelle continue qui est posé. Et il concerne tous les travailleurs, formateurs et formés : qui décide des formes que prend la formation ? Comment ? Pour qui est-elle faite ?

C'est pour rouvrir le dossier de la formation professionnelle continue que les grévistes d'Interlangues appellent à une réunion ce soir à 20 heures à la Mutualité, salle G (1er étage), pour le personnel des écoles de langues, des organisations d'alphabétisation, des organismes de formation permanente et des journalistes.

CCP 32-800-47 La Source
Mention Solidarité Interlangues

BETOR Région Parisienne 26 rue Montholon 75439 Paris CEDEX 09

CREDIT LYONNAIS PARIS : AU SERVICE DU CHIFFRE, PAS DE MUTATION SANS GARANTIE

■ L'arrivée d'un ordinateur au service du chiffre signifie un changement de service pour une partie du personnel. Ces réclassements, il n'est pas question de les subir sans obtenir un certain nombre de garanties.

Ce sont d'abord une série de débrayages, après lesquels la direction commence à reculer, lâchant quelques petits avantages. Mais le personnel exige une garantie simple, claire et solide, et continue le mou-

vement pour un coefficient de sortie pour tous (80 F).

La direction joue alors le chantage à la suppression des premiers acquis et au lock-out du service. Mais le personnel maintient ses exigences et multiplie des débrayages-surprise pour éviter que la direction ne s'organise et donne le travail à une entreprise extérieure.

CIMENFER : 8 JOURS DE LUTTE, UNE VICTOIRE

■ Une entreprise de matériaux de construction de Montereau. Pas de syndicat, jamais de grève, 130 travailleurs (immigrés pour la plupart) exploités à outrance. Des semaines de 47 h 30, un salaire d'embauche

de 6,20 f de l'heure. Vendredi 10, le jour de la paye, une série d'erreurs sur les bulletins de salaire met le feu aux poudres. Les travailleurs immigrés se réunissent et décident la grève, pour :

- 8 f de l'heure minimum
- le paiement des jours de grève
- l'amélioration des conditions de travail, des bleus et des chaussures
- l'organisation d'élections de délégués du personnel et au Comité d'Entreprise.

La lutte a duré une semaine. L'usine est bloquée. Même le patron ne peut pas y rentrer avec sa voiture (« On n'est plus chez soi », râle-t-il !).

Finalement le patron est obligé de lâcher :

- 1 franc de l'heure pour tous
- des chaussures et des bleus
- l'ouverture de négociations pour la reconnaissance du droit syndical et l'élection de délégués.

LES FANTOCHES ET LE MARIAGE

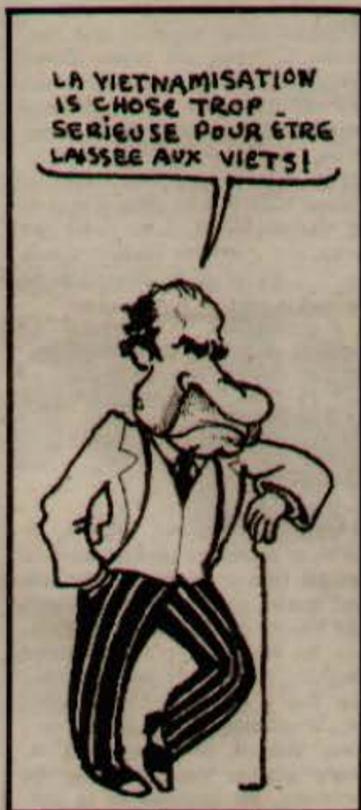
A l'occasion des élections présidentielles, une centaine de personnalités ont lancé un appel, entre les deux tours de scrutin, à la reconnaissance du GRP sud-vietnamien et du GRUNC cambodgien. Le Quotidien Rouge l'avait publié dans son n° 17.

Les tenants du régime Thieu n'auront pas appréciés. Ils l'ont fait savoir. Témoin cette dépêche AFP.

Saigon, 15 mai AFP
« Le porte-parole du gouvernement (fantoche) a affirmé mercredi que la déclaration signée par une soixantaine de personnalités françaises demandant que le futur président de la République Française reconnaisse le GRP et le GRUNC « ne mènera à rien ».

M. Bui Bao Truc a ajouté que ces personnalités, à l'exception de Jean Paul Sartre et Simone de Beauvoir, n'ont aucun renom. « Ces deux personnalités, assez connues parmi ces artistes et écrivains, n'ont pas une bien bonne réputation », a déclaré M. Truc.

Depuis de nombreuses années, M. Sartre et Mme Simone de Beauvoir forment un couple de vieux nouvellement mariés vivant ensemble sans acte de mariage ». Selon M. Truc, cette vie en commun sans base juridique fait qu'ils se croient obligés de prendre le parti des gouvernements fantômes, également sans base juridique ».



Voilà de quoi faire réfléchir sur les fondements de l'engagement politique...



QUEL ACCORD ISRAELO-SYRIEN ?

Depuis deux jours circulent différents bruits quant à un succès de la diplomatie de Kissinger sur le front israélo-syrien. Avec le cessez-le-feu sur le Sinaï et le principe de la négociation de Genève la politique de coexistence pacifique semble marquer des points dans une région instable où quatre guerres ouvertes ont eu lieu en 26 ans.

LES FORCES EN PRESENCE

La politique de l'impérialisme dans la région a été très simple jusqu'à aujourd'hui. Equiper et soutenir un gendarme local qui, par une politique agressive, casse les luttes d'émancipation des masses arabes. Les bourgeois réactionnaires, les régimes nationalistes étaient trop faibles ou trop dangereux pour pouvoir garantir cet objectif. Israël y a assez bien réussi pendant les 25 dernières années. Les intérêts pétroliers des grands compagnies internationales, les intérêts stratégiques de l'impérialisme y ont trouvé leur compte.

Israël a été l'agent de cette politique. Le sionisme qui visait à instaurer un Etat juif expansionniste dans la région, a fait correspondre ses intérêts avec ceux des Britanniques, et essentiellement, des Américains.

L'URSS après avoir été le premier Etat à reconnaître Israël en 1948, a décidé d'une politique de pénétration au Moyen Orient en s'appuyant sur

les régimes nationalistes. Cet objectif nécessitait une aide militaire aux régimes arabes qui mettait en danger la politique de coexistence pacifique.

Les régimes arabes nationalistes menaient une lutte contre Israël dans le but de détourner les masses arabes de la lutte pour la satisfaction des revendications sociales. Par cette propagande, ils ont forgé un profond sentiment anti-impérialiste mais en tentant de résoudre le problème israélien par les moyens classiques, sans réelle mobilisation des masses, ils ont subi la défaite de 1967.

Cette défaite a changé la situation en mettant au premier plan la résistance palestinienne et essentiellement ses formes de lutte, son appui sur les masses opprimées.

LA POLITIQUE DE PRESSION DES REGIMES ARABES

Les régimes arabes ont tenté depuis 1967 d'arriver à une solution négociée pour redorer leur blason. L'intransigeance d'Israël les a forcés à rechercher le même but par une guerre limitée en octobre 1973, ébranlant Israël, et base pour engager les pourparlers.

Ils peuvent compter sur les Etats-Unis. En effet ceux-ci ont changé partiellement d'orientation. Ils ont armés un second gendarme: l'Arabie Séoudite. Ils subissent de réelles pressions des « pétroliers » dans le sens

de relation accrue avec les pays arabes. Sadate est l'agent de ce rapprochement dans le monde arabe.

Aujourd'hui tout ce beau monde tente de régler pacifiquement ce conflit. Mais plusieurs conditions doivent être respectées.

Israël doit garantir son avenir. Il reste le plus fidèle, et le plus sûr allié de l'impérialisme. Le faire céder trop pourrait être dangereux pour le futur. L'équilibre intérieur de l'Etat sioniste doit être maintenu.

Les régimes arabes doivent pouvoir justifier de leur capitulation en ce qui concerne les masses palestiniennes par des concessions significatives des sionistes.

En fait un point fait l'accord. Les masses palestiniennes passent sous la table. Même s'il y a surenchère verbale tenant compte de leurs problèmes, même si l'OLP siègera à Genève (malgré l'opposition israélienne), la réintégration de ce peuple opprimé dans son pays est exclue.

Les compromis pourris pourraient avoir lieu mais la non résolution du problème palestinien en ferait une solution boiteuse qui ne saurait être stable.

AGRESSION SIONISTE A PARIS

Vendredi 17 à 20 h.
Un commando sioniste a attaqué à coups de barre de fer et de cocktails molotov l'exposition palestinienne qui avait lieu à la maison du Liban, de la Cité Internationale. Cette exposition dénonçait le 26ème anniversaire de la création de l'Etat sioniste, 26 ans de crimes sionistes contre les masses palestiniennes.

Plusieurs camarades palestiniens sont blessés dont un grièvement, qui a dû être hospitalisé.

La police appelée immédiatement n'est arrivée qu'une fois le commando parti.

Cette agression s'inscrit dans un double contexte. Celui d'une répression accrue à la Cité internationale où l'administration tente de normaliser en muselant les activités anti-impérialistes. De graves menaces pèsent ainsi sur la Maison du Maroc qui joue un rôle de foyer anti-impérialiste pour l'immigration marocaine à Paris.

Celui des agressions sionistes contre les peuples arabes, qui entourent le 26ème anniversaire de l'Etat sioniste.

En riposte à cette agression une manifestation combative, a eu lieu à la Cité qui s'est terminée en assemblée générale à la Maison du Liban. D'autres initiatives de riposte sont prévues.

DEHORS L'AMBASSADEUR BRESILIEN !

La réunion de 200 patrons et représentants de la dictature brésilienne ne s'est pas tenue dans le calme sur le campus de Mont-Saint-Aignan (près de Rouen) vendredi dernier.

Grâce à la mobilisation organisée par le CSLRPC et soutenue par plusieurs organisations (voir Rouge de vendredi) l'ambassadeur tortionnaire Lavarès avait du renoncer à venir. Il a été remplacé par un sous-fifre de l'ambassade brésilienne à Paris. (signalons que ni le PSU, ni l'UEC, ni LO n'avaient accepté de participer aux mobilisations. Arlette Laguiller, au cours de son meeting à Rouen l'a justifié en ces termes : « Ce n'est ni la première ni la dernière fois que nous ne participons pas à une mobilisation anti-impérialiste »).

Dès 9 heures vendredi matin, tandis que des DS amenaient les participants, Radio-Brésil-Libre installée dans les locaux de la faculté des let-

tres juste en face l'EJC faisait entendre sa voix sur tout le Campus.

Patrons et fascistes brésiliens ont du entendre toute la journée, la dénonciation des tortures de la junte, des prises de parole anti-impérialistes...

Plusieurs interventions furent faites en direction des centaines de policiers envoyés par Lecanuet, leur montrant le rôle qu'on leur faisait jouer.

Signalons que les militants de Faire Front avaient abandonné quelques heures les collages d'affiches Giscard, pour venir prêter main-forte... derrière les flics.

Le soir, à l'appel du CSLRPC du FCR et de Révolution 1, une manifestation de plus de 800 personnes (chiffre très important en cette période d'examens) s'est rendue du centre de Mt-St-Aignan à l'ESC. Son nombre et sa combativité ont montré que la collusion patronat-flics-fascistes ne serait jamais tolérée sur le campus.

Presse internationale COUPS DE POIGNARD DANS LE DOS

Il est élu, il a 50,70 % des suffrages, c'est Giscard d'Estaing. La presse étrangère en fait ses gros titres. Soulignant la très forte participation, elle est unanime à féliciter le vainqueur.

Et pourtant il y a certaines prises de position qui ressemblent à des coups de poignard dans le dos.

On se souvient de la visite de l'ambassadeur d'URSS à Giscard entre les deux tours. Si l'agence Tass ne fait que noter les résultats soulignant une forte poussée à gauche (heureusement pas trop forte pour les bureaucrates du Kremlin) la presse polonaise est moins tactique.

« Tribune Ludu » organe du parti unifié ouvrier polonais insiste sur la déclaration du nouvel élu « La France sera le partenaire économique numéro 1 des pays socialistes ». Après avoir été favorable à Chaban Delmas continuateur de la politique gaulliste d'ouverture à l'Est, les dirigeants polonais préfèrent négocier avec Giscard d'Estaing qu'avec Mitterrand. Dont acte.

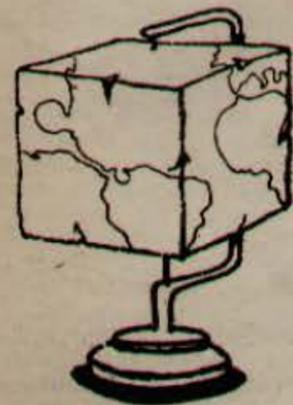
Encore mieux : la prise de position du nouveau chancelier d'Allemagne Fédérale, Helmut Schmidt, social-démocrate, membre de l'internationale socialiste dont Mitterrand est le vice-président.

Interviewé le 10 mai, dans une déclaration à l'ORTF non diffusée pendant la campagne, il affirmait :

« Je ne connais pas Mitterrand, alors que je connais très bien mon collègue Giscard d'Estaing que je considère comme un ami. Nous avons appris à nous estimer et je crois qu'ensemble nous pourrions juguler l'inflation en Europe », et il déclare ce matin « j'envisage avec plaisir la poursuite de notre coopération éprouvée ».

Mitterrand peut compter sur ses amis pour les crocs en jambe.

L'Europe du capital avait choisi ouvertement Giscard. Les autres se félicitent aujourd'hui de cette élection



REDRESSEMENT DU FRANC A PARIS

Paris 29 mai, (AFP)
■ Le franc se raffermit ce matin à Paris dans les transactions entre banques, à la suite de l'élection de M. Valéry Giscard d'Estaing à la Présidence de la République, indiquent les cambistes. Le marché est toutefois peu animé, les opérateurs adoptant encore une attitude d'expectative, ajoute-t-on dans ces milieux.

Le franc se raffermit notamment par rapport au dollar (4,8325 francs contre 4,8350), au mark (1,9750 francs contre 1,994), à la livre sterling (11,63 francs contre 11,69) et au franc suisse (1,669 franc contre 1,694).

LE MPLA PRET A ECHANGER DES PRISONNIERS

■ Dans un communiqué publié lundi à Brazzaville, le MPLA précise que tout en tenant compte des mesures prises par le nouveau régime portugais

au sujet des prisonniers politiques, il a demandé au représentant de la Croix Rouge de chercher à obtenir du gouvernement de Lisbonne la liste des prisonniers politiques ou de guerre qui n'ont pas bénéficié de l'amnistie, « Ceci afin de connaître concrètement les intentions du nouveau régime sur ce problème ».

LA SITUATION SOCIALE

■ Lundi matin, les ouvriers des mines de Panasqueira, dans le Nord du Portugal, reprennent le travail, ainsi que ceux de la fabrique de pneus « Firestone ». Mais les grèves continuent notamment aux chantiers navals de Lisnave où les 6000 ouvriers continuent leur mouvement consiste à ne travailler que deux heures sur huit.

AUTRICHE

■ Aucune réaction autorisée n'a encore été publiée du côté socialiste. Il semble que, malgré la sympathie accordée par le parti du Chancelier

Bruno Kreisky à M. François Mitterrand, son parti n'était pas sans appréhender les conséquences de l'alliance du dirigeant socialiste français avec les communistes. Le Chancelier Kreisky et ses amis ont en effet toujours marqué des positions radicalement hostiles au Parti Communiste Autrichien. A mettre en relation avec la position d'Helmut Schmidt !

REACTION A SAIGON

■ L'élection de M. Giscard d'Estaing a été accueillie avec soulagement dans les milieux dirigeants de Saigon où l'on reconnaissait, ces jours derniers, que le résultat de l'élection présidentielle était un sujet de préoccupation pour le gouvernement de Thieu.

On craignait en effet qu'un gouvernement de gauche reconnaisse le Gouvernement Révolutionnaire Provisoire (GRP), ce qui, un an après l'établissement des relations diplomatiques entre Paris et les fantoches aurait marqué une rupture avec la politique de M. Pompidou pour qui la France ne devait reconnaître que deux Etats vietnamiens, Vietnam du Sud et Vietnam du Nord.

« Ce que Giscard n'a pas promis, il faudra l'arracher »

Plus ça change et plus c'est la même chose : dans les casernes, l'élection de Giscard, c'est la garantie de la « continuité ». Soupis de soulagement parmi l'encadrement dans sa masse et poings serrés chez les bidasses.

Giscard a beaucoup promis, aux cadres d'active entre autres, durant sa campagne, mais pour les bidasses, il n'a pas eu un mot.

D'emblée, donc, les intéressés et nous-mêmes savent à quoi s'en tenir.

Ce que Giscard n'a pas promis, il faudra l'arracher. Pour les bidasses, la période électorale, ce fut l'antitêve. La montée d'une colère qui ne s'éteindra pas de si tôt. Giscard élu et mal élu, le contingent ne baissera pas d'un ton. Au contraire. Il serrera les coudes, ne cédera à aucune intimidation, luttera aussi longtemps qu'il le faudra pour ses droits.

La lettre ouverte des 100 soldats comporte des revendications précises. Que Galley se succède à lui-même ou qu'il cède la place à un quelconque commis giscardien, il faudra qu'ils fassent entendre leur réponse, et vite.

LE 101ème

A la fin de la semaine dernière, à l'initiative du Comité de Défense des Appelés et du Comité Anti-militariste s'est tenue une conférence de presse. Un appelé y a pris la parole, et après avoir déchiré son identité et son affectation, s'est présenté comme le 101ème signataire.

« Au cours de cette campagne, a-t-il dit, les promesses déferlent sur tous les secteurs de la population. Mais, nous les bidasses sommes oubliés. On nous rabat les oreilles lors de l'incorporation, de l'importance de notre rôle pour la Nation, mais au moment des distributions de promesses électorales, nous sommes oubliés ».

Après avoir rappelé les conditions dans lesquelles la lettre ouverte des 100 avait été élaborée et expliquée la combativité extraordinaire qui soutenait cette initiative parmi les appelés, il a conclu par une mise en garde :

« Dans le passé, la hiérarchie militaire confrontée à une « agitation », quelconque s'en tirait en distribuant généreusement mutations et arrêts de rigueur. Cela ne marche plus. La colère et la volonté d'en finir des soldats sont trop grandes pour qu'ils se laissent intimider. Que les 100 signataires soient inquiétés et l'autorité militaire verra fleurir des centaines de nouvelles pétitions parmi toutes les casernes de France ».

SOLIDARITE

Dans un même temps, la solidarité s'organise parmi les civils. Après la publication d'un communiqué de soutien des organisations révolutionnaires, un comité national de soutien composé de personnalités se met en place. Il prendra en charge la défense des signataires contre toute forme de répression qui pourrait les frapper et populariser leur action.

Partout, dans les villes, les entreprises, les lycées, les facultés, sur les marchés, les militants anti-militaristes et révolutionnaires diffusent l'appel des 100 et font signer des pétitions de soutien.

Bien entendu, la hiérarchie militaire a attendu les résultats du second tour avant d'opposer une riposte cohérente à cette initiative. Mais dans certains cas, elle n'a pas hésité à dissimuler son embarras en distribuant préventivement des jours d'arrêt à certains signataires. C'est le cas de Pierre Rotman placé aux arrêts à Nancy pour 30 jours. Le soutien doit s'organiser sans retard. Un barrage de solidarité doit être dressé, qui contraigne l'autorité militaire à reculer.

L'initiative des 100 aura alors été une formidable victoire.

CHAQUE FOIS QUE SE PENSE A GISCARD, SE FAIS UNE INJURE A CHEF DE L'ETAT!



IL NE FAUT PAS QUE SE ME LAISSE ALLER A LA HAINE, IL NE FAUT PAS QUE JE ME LAISSE ALLER A LA HAINE, IL NE FAUT PAS...

Un appelé en R.F.A. écrit au « Monde »...

LETTRE D'UN APPELE DU CONTINGENT DANS LES FORCES FRANÇAISES EN ALLEMAGNE

Je suis appelé du contingent dans les F.F.A. dans un régiment « semi-disciplinaire ». Je vous écris au sujet de l'article paru dans « Le Monde » du 17 mai sur l'appel qu'ont signé 100 soldats du contingent. Son importance n'est pas seulement la nouveauté, car il me semble correspondre à un ras-le-bol évident dans les casernes et que c'est le début courageux d'une prise de parole des soldats français. On a l'impression que l'armée « de la nation » est en fait tournée contre nous, par ses brigades, son embrigadement et l'écrasement systématique de la personnalité. Cette armée là ne peut secréter que des antimilitaristes (comme s'en plaignait un officier supérieur dans « Le Monde » et c'est assez sain !)

La plupart des soldats, malgré la résignation bien compréhensible se reconnaissent dans ces revendications. Il est évident qu'une amélioration matérielle et morale

de la condition du soldat ne peut que susciter la crainte de ceux qui basent leur domination sur une armée qu'ils voudraient d'esclaves et d'automates. Auraient-ils peur d'une armée de soldats plus conscients, plus responsables ? La défense « nationale » qu'ils prétendent organiser ne pourrait qu'y gagner en étant plus populaire.

Bien sûr, ce ne serait pas cette armée là qui voudrait se battre contre « l'ennemi intérieur », qui serait « le dernier recours de la société libérale », comme dit Galley, notre ministre ! Le fascisme chilien, les « libéraux » français qui ont reconnu parmi les premiers la junte, on n'en veut pas !!!

L'importance de cet appel est énorme, je regrette que « Le Monde » n'y ait consacré qu'une toute petite place, pour un résumé succinct.

PRESIDENTIELLES - SATISFACTION EN AFRIQUE DU SUD

JOHANNESBOURG, 20 MAI (AFP) — L'opinion publique représentant la population blanche en Afrique du Sud a accueilli avec une vive satisfaction l'élection à la présidence de la République française de M. Valéry Giscard d'Estaing qui était « son candidat » depuis l'annonce, il y a deux semaines, des résultats du 1er tour.

Les bonnes relations entre l'Afrique du Sud et la France, souligne-t-on dans les milieux politiques et diplomatiques de Pretoria, auraient à coup sûr subi une révision fondamentale si M. François Mitterrand l'avait emporté, le candidat de la gauche ayant clairement laissé entendre qu'il désapprouvait, en particulier les ventes d'armes au régime « raciste » de l'Afrique du Sud et qu'il en ordonnerait l'arrêt immédiat s'il était élu.

PORTUGAL : LE FRELIMO FAIT SAUTER UN TRAIN AU MOZAMBIQUE

Beira (Mozambique), 20 mai (AFP) — Quelques heures avant l'arrivée à Beira du

ministre portugais de la coordination inter-territoriale, M Almeida Santos, le FRELIMO a fait exploser une mine sous un train de marchandises, à 118 km au Nord de Beira. Les premières informations ne signalent aucun blessé à la suite du déraillement du convoi qui se rendait au Malawi.

D'autre part, le Front de Libération du Mozambique a poursuivi ses activités de guérilla pendant le week-end. Plusieurs fermes ont été attaquées sur la route nationale qui relie Beira à la frontière rhodésienne. Deux personnes ont été blessées.

GISCARD FELICITE PAR LE MSI

■ A Rome, Giorio Almirante, secrétaire

du mouvement social italien, — droite nationale (néo-fasciste) a estimé que « le peuple français a sauvé l'Europe en un moment très difficile », alors que M. Enrico Berlinguer, secrétaire général du PCI a attaché une grande importance à la « grande poussée de l'ensemble des forces de gauche et démocratiques qui se sont groupées autour de la candidature de François Mitterrand ».

ENLEVEMENT SOSSI

GENES, 20 MAI (AFP).

■ La cour d'appel de Gênes a décidé d'accepter l'ultimatum des « Brigades Rouges » et de remettre en liberté provisoire les 8 membres de la bande du « 22 octobre ».

En vrac

EMOUVANTE

● L'AFP nous apprend que l'ancienne cheftaine du jeune Valéry Giscard d'Estaing se souvient très bien du louveteau qui est devenu maintenant Président de la République. Elle précise que dans la troupe de scout qu'elle dirigeait, le « jeune Valéry avait déjà le sens de ses responsabilités, à tel point que lorsqu'une cheftaine voulait obtenir quelque chose rapidement, elle en confiait la mission à celui-ci ».

Aujourd'hui, la cheftaine ne s'appelle plus Tito Bronzini de Caraffa — c'est le nom de la dame — mais Dassault ou Ambroise Roux.

A LA SOUPE

● Gabriel Peronnet, député de l'Allier, et secrétaire général du Parti Radical (qui a appelé à voter Giscard quatre jours avant le scrutin), s'est félicité du choix de « ceux qui, avec les Radicaux, n'avaient point d'emblée choisi leur camp au premier tour » et qui le 19 mai « ont fait la décision ». Il précise que « leur volonté de changement demeure intacte dans le style, les méthodes, les hommes et la politique ». Comme d'habitude...

DEVINE QUI VIENT DINER

● Giscard d'Estaing s'est mis d'accord hier avec Poher sur la date de passation des pouvoirs : celle-ci se fera le lundi 27 mai, pour que « l'action du nouveau président de la République et de son équipe puisse être à la fois très rapide et très complète ». Il nommera le Premier Ministre aussitôt la passation réalisée.

COMME PAR HASARD

● Le général Creighton Abrams, chef d'Etat Major de l'armée de terre des USA, est arrivé à Paris dans la soirée du 19 mai. Officiellement, il est l'hôte du général Boissieu, chef d'Etat Major de l'armée de terre française, qui avait effectué un voyage aux USA. Le général Abrams aura une série d'entretiens avec son hôte, avant de visiter l'école de cavalerie de Saumur et la 7ème Région Militaire de Marseille. Notre homme serait-il venu en France, si Mitterrand avait été élu, ou bien serait-il resté à Bruxelles où, dans le cadre de l'OTAN, des experts militaires discutaient depuis un mois de l'attitude à adopter en cas de victoire de la gauche ?



dernière minute



le quotidien ROUGE

10, Impasse Guéméné PARIS 7504
272-88-96 272-68-82

L'AVENIR GRAPHIQUE

Le directeur de publication : Daniel Bensaid

Meeting FCR Paris 13ème
Mercredi 22 mai à 20 h 30
Cinéma Le Vezelay
9 rue martin Bernard 13ème

Mercredi 22 mai à 20 h 30
54 Bd Garibaldi
Métro Cambronne
Réunion du Comité de Campagne